

# Appel de la Commission Exécutive FNPOS CGT des 10 & 11 septembre 2024

La Commission Exécutive Fédérale (CEF) de la Fédération Nationale CGT des Personnels des Organismes Sociaux (FNPOS CGT) s'indigne de la situation internationale dramatique : la guerre, les conflits armés et les massacres continuent de se propager dans le monde comme la peste.

Les politiques guerrières entretiennent les marchands d'armes et la domination du capital au détriment des populations qui sont tuées, chassées de leurs terres, prises en otage ou réduites à la misère. C'est pourquoi il faut plus que jamais s'emparer de la journée internationale pour la Paix du 21 septembre en rappelant qu'elle se construit sur des choix politiques forts, comme entre Israël et Palestine où le cessez-le-feu immédiat et la libération de tous les otages doivent être imposés par la communauté internationale.

En France, l'appel à l'union et la mobilisation des militants ont permis au Nouveau Front Populaire, dont le programme reprend une partie des propositions de la CGT, d'arriver en tête des élections législatives et « d'éviter le pire ». Le vote démocratique doit être respecté par le Président de la République qui doit reconnaître la victoire du Nouveau Front Populaire.

Lors du scrutin l'extrême droite a continué de progresser dans notre pays. Il est de notre responsabilité d'outiller les syndicats pour aider les travailleurs à ne pas céder au chant des sirènes du Rassemblement National en décryptant leur programme qui n'est porteur que de régressions.

Malgré son récent ripolinage social le Rassemblement national, perpétue la tradition de l'extrême-droite alliée du capital, qui lui le rend bien puisque le patronat Medef, sans surprise, préférerait son programme économique à celui du NFP.

Après l'absence de premier ministre pendant 51 jours, le président de la république a confisqué le résultat des élections législatives avec la nomination de Michel Barnier. Le président démontre sa volonté de continuer sa politique ultra-libérale et de régression sociale, avec l'approbation complice du Rassemblement National.

Au moment où la France est au bord d'une mise sous tutelle par la Commission Européenne, pour raison budgétaire, les premières annonces de Michel Barnier sont claires et suivent les préconisations du MEDEF et le diktat de Maastricht : faire des coupes sauvages et brutales dans les moyens de nos Services Publics et de la protection sociale, déjà au bord de l'asphyxies, plutôt que d'aller chercher l'argent là où il se trouve ! Europhile convaincu faut-il rappeler que Michel Barnier avait été un des artisans du contournement du NON au référendum sur la constitution européenne en 2005 ?

Pendant ce temps-là Bercy et son administration préparent le terrain en proposant et en communiquant sur des mesures d'austérité : on coupe sur les politiques liées à l'emploi, on réduit les effectifs et on les re-déploie sur d'autres missions. Au nom de la dette les technocrates taillent à la hache dans les budgets qui nous concernent. Le directeur de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie propose même la remise en cause du calcul des indemnités journalières ! Faire des économies sur le dos des travailleurs et des plus fragiles, quel cynisme !

On le devine aisément la Sécurité Sociale va être la première impactée par ce projet politique, et les sbires du gouvernement préparent déjà cette mise au pas dans le futur PLFSS. De même, de nouvelles attaques sont prévues contre le Service Public de l'Emploi et l'Assurance Chômage dans le PLF.

Pour empêcher l'embrasement social qui s'annonce le patronat ne se cache plus pour essayer de bâillonner la CGT, y compris dans les organismes de Sécurité sociale. Ces actions visent à nous empêcher d'agir dans l'intérêt des travailleurs et travailleuses. Notre réponse sera comme toujours sans appel : lorsqu'on s'attaque à un représentant de la CGT, c'est toute la CGT qui se mobilise pour le défendre !

Si la FNPOS CGT s'inscrit dans la démarche engagée pour une journée de grève et de mobilisation massive le 1er Octobre à l'occasion du lancement des débats sur le Budget 2025 à l'Assemblée Nationale. Il faut déjà voir au-delà car une seule journée ne suffira pas. Nous devons dès maintenant travailler un plan de mobilisation pour inscrire nos actions dans la durée et diffuser nos valeurs et propositions auprès des travailleurs et travailleuses.

Pour ce faire, notre Fédération va préparer le matériel syndical qui doit permettre à nos syndicats de communiquer sur les thèmes portés par le projet du 100% Sécu !

Nous les appelons à se mobiliser et diffuser ces informations tout au long du mois d'octobre sur nos lieux de travail. Il faut également mettre en débat les modalités d'actions et de grèves à mettre en place durant un automne qui s'annonce décisif pour nos droits et nos conditions de vie. Le monde du travail doit se dresser face au gouvernement de la continuité ultra-libérale.

L'objectif est de convaincre avec nos propositions, pour inverser le rapport de force et gagner :

- L'abrogation de la réforme des retraites
- L'augmentation des salaires, pensions et allocations
- Des moyens pour des Services Publics, partout et pour tous
- L'arrêt immédiat de la répression syndicale

**L'ANTIDOTE AU PLAN MACRON-BARNIER-RN EST PLUS QUE JAMAIS :  
« EMPLOIS, SALAIRES ET PROTECTION SOCIALE »  
AVEC NOTRE 100% SÉCU !**

**TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 1ER OCTOBRE**